



**HAL**  
open science

## Introduction. Aréal parce que je le vau**x** bien !

Amin Allal, Assia Boutaleb, Manon-Nour Tannous

### ► To cite this version:

Amin Allal, Assia Boutaleb, Manon-Nour Tannous. Introduction. Aréal parce que je le vau**x** bien!. Mondes arabes, 2022, Faire des sciences sociales du politique, 1 (1), pp.5-15. 10.3917/machr2.001.0005 . halshs-03857293

**HAL Id: halshs-03857293**

**<https://shs.hal.science/halshs-03857293v1>**

Submitted on 10 Jan 2023

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

**Introduction : Aréal parce que je le vau**x** bien !**

**Amin Allal, Assia Boutaleb, Manon Nour Tannous**

(Re)prendre en main une revue est sans doute l'aventure intellectuelle la plus collective et la plus performative qu'offre notre métier. Elle vise à signifier un positionnement et à affirmer une ambition. Elle cherche également à s'inscrire dans la durée à double titre : d'abord, en revendiquant une filiation avec une histoire éditoriale riche de grands noms et de non moins grandes bifurcations ; mais aussi, en impulsant un élan que l'on souhaite fédérateur et qu'on espère pérenne à l'avenir.

*Mondes arabes* est la nouvelle formule d'une revue dont la longue histoire a souvent pris des tours et des détours qui se sont traduits par des changements de noms, toujours, d'approches parfois et d'équipes souvent. L'épisode que nous ouvrons ne déroge pas à la règle : nouveau nom, nouvelle équipe éditoriale et nouvel éditeur, avec toujours l'ambition d'explorer et d'analyser une région de manière à produire un savoir scientifique rigoureux et hors des sentiers battus. Ce savoir est d'autant plus rigoureux que nous ne l'envisageons pas autrement qu'ancré empiriquement et susceptible de dialoguer avec les autres collègues travaillant depuis la région ou depuis d'autres espaces (subsaharien, européen, asiatique, *etc.*) et dans d'autres langues. Dans le même ordre d'idées, ce dialogue plurilingue, est surtout restitué en français : revue francophone mais ouverte à d'autres langues, *Mondes arabes* s'inscrit dans le sillage d'une longue et riche tradition française de production de connaissances en sciences sociales sur cette région du monde. En cela, elle contribue à son internationalisation et à la poursuite d'un dialogue plus vaste et plus inclusif avec d'autres traditions.

Pour resituer mais aussi donner à comprendre ce nouvel épisode dans tout son élan et sa justification, qu'un mot soit d'abord dit sur les précédents.

En janvier 1964, deux ans après l'indépendance algérienne, la Fondation nationale des Sciences politiques et la Direction de la documentation lancent *Maghreb*. Présenté comme un « bulletin », ce périodique propose d'étudier le Maroc, l'Algérie et la Tunisie à travers des « documents de travail », une veille sur les textes législatifs, des « faits d'actualité » et des « études ». En 1969, l'arrivée au pouvoir de Kadhafi suscite un élargissement de la focale de la revue. Avec la disparition de la revue *Orient* de Marcel Colombe la même année, *Maghreb* occupe durablement une position centrale dans le champ des études françaises aux côtés de *l'Annuaire de l'Afrique du Nord* créé en 1962 (désormais *L'Année du Maghreb*) et de la *Revue des mondes musulmans et méditerranéens (REMMM)* créée en 1966.

En 1973, sous la direction de Rémy Leveau et d'Édouard Méric, elle inclut une rubrique sur le Moyen-Orient et devient *Maghreb Machrek monde arabe*. Paul Balta y signe un article dans lequel il identifie le Proche-Orient comme l'une des « régions les plus "chaudes" du monde ». Son intérêt géopolitique justifie selon lui d'élargir la zone à laquelle est dédiée la revue et entérine une approche dans laquelle le conflit apparaît comme structurant pour définir cette aire. Il faut attendre 1975 pour que, sous la direction de Robert Santucci, les deux zones, Maghreb et Machrek, ne soient plus traitées distinctement. « Il était dans l'ordre des choses que le regard porté d'abord sur des pays plus proches, et entretenant avec l'ancienne métropole des rapports particuliers, s'étende à l'ensemble d'un monde dont tous les éléments sont solidaires, et avec lequel la France au cours de ces dernières années a renoué ou resserré des relations anciennes », écrit alors le président du conseil de rédaction [Gougère, 1975]. Alors

que le périmètre de la revue se stabilise, l'abandon progressif du format de bulletin, par « souci de prendre à l'égard de l'actualité une distance qui permette d'en mieux saisir le sens » [Gougère, 1975], se traduit par la fin des notes d'actualité au profit d'études plus substantielles, tendance confirmée avec l'arrivée de Jean Leca comme directeur du comité de rédaction.

Après les attentats du 11 septembre 2001, le périmètre de la revue renoue avec une tendance extensive, vers l'est et vers le nord : en décembre de la même année, un dossier est consacré aux pays du Golfe et un article d'Alain Roussillon traite des débats français sur « Islam et mondialisation ». Alors même que la demande sociale et politique pour ces espaces et ces thématiques va grandissant, c'est paradoxalement le dernier numéro édité par la Documentation française, qui se sépare alors de ses revues aréales. Parmi plusieurs options de sauvetage, l'Institut Choiseul reprend le titre, désormais piloté par Jean-François Daguzan. Ce dernier assure la parution de *Maghreb-Machrek* durant dix-sept ans, en passant en 2013 chez ESKA. D'abord rédacteur en chef, puis directeur de la revue, il organise un passage de relais en 2017 en désignant Manon-Nour Tannous comme rédactrice en chef. Afin d'assurer la transition, ils élaborent, avec Mourad Besbes, un projet de reprise et fondent ensemble l'association *Mondes arabes*.

Une fois le nouveau comité de rédaction constitué par affinité et par affiliation disciplinaire (anthropologie, géographie sociale, histoire contemporaine, science politique), cette nouvelle équipe décide rapidement de changer d'éditeur. Il s'agit de s'adresser plus directement à la communauté scientifique et de répondre pleinement aux exigences d'une revue centrale de sciences humaines et sociales en systématisant l'évaluation par les pairs.

La reprise entérinée par ce numéro, n'est pas qu'éditoriale ; elle est aussi nominale. L'histoire même de la revue le démontre : un nom n'est jamais anodin et il sert autant à désigner un périmètre qu'à signaler une ambition. Tout en ayant conscience que toute terminologie a des raisons légitimes d'être discutée voire critiquée, nous entendons *Mondes arabes* comme une manière d'affirmer notre conviction selon laquelle cette aire géographique est caractérisée par une diversité intrinsèque. Loin des lunes panarabistes et des partis-pris particularistes, le pluriel permet de souligner les métissages mais aussi les conflits historiques, sociaux, culturels, religieux, politiques et économiques au sein de sociétés dont il ne s'agit pas de surestimer l'homogénéité. La diversité ethno-linguistique de la région est, à cet égard, éloquente : berbérophones, kurdophones, persanophones, syriaques, Tcherkesses, Turkmènes, et bien d'autres, peuplent les mondes arabes. On pourrait ainsi considérer que le mouvement d'extension du périmètre qui a été l'une des marques de l'histoire de la revue se poursuit voire atteint son amplitude maximale. C'est bien de mondes pluriels qu'il s'agit et ces derniers valent bien une (nouvelle) revue.

On l'aura compris, cette dernière est à la fois nouvelle et héritière de toute une histoire. Aussi le premier effort du comité de rédaction a-t-il été de numériser et de rendre librement accessibles, sur Cairn, des décennies d'archives de la revue depuis sa parution en 1964. Ce corpus de plus d'un millier d'articles, parmi lesquels des contributions désormais considérées comme de véritables références, constitue un patrimoine de la recherche francophone sur la région.

Si, dans la lignée des précédents directeurs et rédacteurs en chef, le nouveau comité de rédaction est animé par la volonté d'étudier la région dans toute sa diversité et de publier des recherches sur et depuis cette dernière, l'objectif est moins celui d'accumuler de la connaissance sur une région stratégique que celui de produire des savoirs de sciences sociales arrimés et inscrits dans des débats scientifiques plus larges et plus ambitieux. En somme, la volonté manifeste du projet de reprise se double de l'ambition de déprovincialiser l'aire concernée tout en s'éloignant des figures de l'érudition ou de l'essai. De fait, si la nécessité de

dé-tropicaliser voire de dés-exotiser le regard [Bensa, 2006 ; Coulon, 1997] fait consensus parmi nos collègues africanistes, il nous semble qu'il y ait lieu pour celle des spécialistes des mondes arabes de la faire sienne également et la mettre concrètement en pratique sans plus de glose ni d'exégèse.

## I. Études aréales d'accord, mais études de sciences sociales d'abord

Disons-le avec force : si *Mondes arabes* est une revue « aréale », elle est avant tout une revue généraliste de sciences sociales. Notre collectif affirme son refus d'une division du travail scientifique encore trop présente dans les institutions académiques reproduisant – à l'image d'un mauvais journalisme – une hiérarchie entre savoir « généraliste » et « spécifique », entre théorie et terrain, avec les tenants de la première confortablement installés dans leur chaire, quand les seconds risqueraient leur peau à chaque entretien.

Il semble inutile de revenir en détail sur les débats qui ont porté sur les aires culturelles, leur invention, la problématique catégorisation et les stériles cloisonnements qu'elles ont pu susciter. Certains l'ont fait avant nous [Bonnecase et Brachet, 2021] et surtout nombreux sont ceux qui, pour le plus grand bénéfice de la communauté scientifique, ont su aller au-delà. Ni plaidoyer pour la pure banalisation ni combat ombrageux pour l'exceptionnalisation, la démarche de la revue consiste à affirmer les mondes arabes comme périmètre scientifique légitime. En tant que lieu d'élaboration de nouvelles questions et de nouvelles façons de faire de la science, c'est aussi un domaine pertinent d'enseignements, de financements et de débats.

Dans un excellent texte de 1989, Lila Abu Lughod dresse, à partir des travaux anglo-saxons, le bilan sur la place et l'importance de la région du point de vue de la théorie anthropologique. Le constat est, à l'époque déjà, sans réserve : la région a perdu de sa superbe et nourrit plus les études localisées qu'elle ne sert de moteur pour faire avancer la théorie. Or, initialement, c'est bien en prenant les mondes arabes comme terrain que les réflexions et les théorisations d'un Clifford Geertz ou d'un Pierre Bourdieu sont élaborées à propos de la culture mais aussi de l'action et de la pratique<sup>1</sup>. Depuis, on assiste à la prévalence de ce que Lila Abu Lughod nomme « *politics of places* » et les travaux sur la région ont tendance à souligner des particularités anthropologiques incommensurables qui empêchent, souvent si ce n'est toujours, les montées en généralité et les ambitions théoriques.

C'est forts de cette lecture et de nombreuses autres que nous gardons vivace, en tant que comité de rédaction et en guise de ligne directrice de la revue, l'idée selon laquelle les charmes du particulier et la nécessité d'en rendre compte et de le mettre en valeur, ne sauraient éclipser les attraits, parfois rugueux, de la théorisation. Les uns et les autres sont, selon nous, inextricablement liés : donner des éléments de connaissance, aussi factuels soient-ils parfois, est aussi nécessaire que de proposer un certain ordonnancement de leur intelligibilité et d'en montrer les mécanismes. Aussi localisés que puissent être les phénomènes, ils n'en demeurent pas moins universels et aptes, à leur tour, à venir féconder voire amender les savoirs scientifiques. C'est bien, après tout, ce sur quoi Dipesh Chakrabarty attirait notre attention : « provincialiser l'Europe » ne signifie pas en rejeter les outils de pensée mais bien « renouveler cette pensée [...] à partir des marges et pour elles » [Chakrabarty, 2009, p. 53]. Si un tel décentrement s'opère avec bonheur à partir de l'Asie du Sud, nous le pensons tout aussi possible et heureux à partir des mondes arabes.

---

<sup>1</sup> Pour une histoire sociale de la théorie de l'habitus qui montre son ancrage algérien, voir la belle enquête d'Enrique Martin Criado [Martin Criado, 2008]. On peut également lire avec profit l'ouvrage d'Amin Perez [Perez, 2022].

Il est vrai, et c'est là un des arguments les plus pérennes des spécialistes de la région (ou les plus récurrents dans les éditos de nos prédécesseurs)<sup>2</sup>, qu'il y a une impérieuse nécessité à la connaître et à la faire connaître, tant les informations parcellaires et erronées à son propos sont communes et répandues. Il est tout aussi vrai qu'il y a un réel besoin d'interroger avec persévérance les contours et la pertinence des découpages géographiques et des héritages historiques tant la région ne va pas de soi pour les chercheuses et les chercheurs [Picard, 2006]. Pour autant, il y a lieu d'insister ici sur notre projet théorique comparatiste en sciences sociales du politique.

La comparaison est « plus qu'une méthode, c'est une manière de voir » [Vigour, 2005], et, peut-être plus que quiconque, le ou la spécialiste d'une aire culturelle fait de cette formule une expérience réelle et en a une pratique concrète. De fait, mener des observations avec un regard équipé de connaissances sociologiques forgées ailleurs, rendre compte des phénomènes en gardant à l'esprit les questionnements de sciences sociales formulés dans d'autres contextes, sont autant d'opérations qui sont au cœur même de la recherche sur, et à partir, des terrains étrangers. De sorte que le ou la spécialiste dont nous parlons n'a pas qu'une connaissance des sociétés, plus ou moins lointaines sur lesquelles portent ses recherches. Il ou elle dialogue avec un vaste savoir théorique de manière à pratiquer les « appels d'aire » et le voyage des concepts [Bennani-Chraïbi et Fillieule, 2003].

Ce voyage n'est d'ailleurs pleinement stimulant qu'en gardant en tête le fait que tout savoir est, quelque part, toujours aréal, *i.e.* toujours situé. Après tout, ce que l'on qualifie de généraliste est bien issu de contextes précis, très souvent occidentaux. À se demander ce qui explique la promptitude de notre milieu à oublier que l'Europe ou les États-Unis sont aussi des aires géographiques, autrement dit à oublier leur capacité à universaliser leurs particularismes<sup>3</sup>. Au-delà de ces remises en perspective, une chose est sûre : tout aréales soient-elles, les réflexions peuvent trouver à féconder ce qui est communément admis (et imposé) comme « général ». Disons-le avec résolution : les mondes arabes, parce qu'ils sont un condensé politique et social universel, traversés de processus concomitants, constituent un formidable laboratoire de dynamiques générales.

La liste des objets d'études ou de sous-champs de recherches qu'ils permettent d'explorer voire de nourrir ravirait, à n'en pas douter, Jacques Prévert : autoritarismes, guerres, occupations, démocratisation, mouvements sociaux, problématiques environnementales, démographiques, économiques et financières, questions de genre, phénomènes religieux, migratoires *etc.* Les mondes arabes ne sont ni en reste ni en marge, bien au contraire. Pour le dire autrement, les études à leur sujet s'avèrent d'autant plus pertinentes qu'elles sont susceptibles d'assurer la cumulativité des connaissances et qu'elles sont ancrées dans des sociétés que les auteurs de ces études observent à juste distance.

Cette distance est délimitée, au cas par cas, par les possibilités des contextes et par les compétences théoriques, mais aussi relationnelles du chercheur et de la chercheuse. C'est précisément là un point de réflexion qui permet, selon nous, d'interroger ce que les terrains possibles dans les mondes arabes nous disent méthodologiquement et théoriquement des façons d'enquêter en sciences sociales. C'est un aspect auquel le projet théorique de la revue veille à accorder une attention particulière. De fait, s'il y a une spécificité de cette région,

---

<sup>2</sup> Voici par exemple ce que l'on peut lire sous la plume de Louis Gougères en 1975 (n° 67) : « nous poursuivrons notre effort pour fournir à nos lecteurs les éléments d'information et de réflexion sur un monde que personne ne peut aujourd'hui ignorer, négliger ou méconnaître » ou encore, en 1980 sous celle de l'équipe de rédaction (n° 87) : « Telles sont les principales directions vers lesquelles s'orientent, en ce début d'année 1980, les rédacteurs de la Revue, avec la volonté de contribuer à mieux faire connaître le Monde arabe ».

<sup>3</sup> Jack Goody a bien montré l'étendue du « vol de l'histoire » par les sciences sociales européennes [Goody, 2006].

elle n'est pas que théorique mais consubstantiellement pratique. Sans doute encore plus aujourd'hui qu'hier, les conditions mêmes pour mener des recherches empiriques sur les mondes arabes font partie du bagage minimal de réflexivité du ou de la spécialiste et, plus prosaïquement, de l'équation de la recherche. Face à la réduction des espaces de liberté et compte tenu des aléas géopolitiques, continuer à mener des enquêtes de terrain, à construire des collaborations et des programmes de recherches et d'enseignement avec des collègues et des institutions des pays de la région est un défi auquel entend contribuer la revue. Ce défi est d'autant plus impérieux qu'y répondre nous semble le meilleur témoignage que nous puissions apporter au réel intérêt et à la forte appétence pour les sciences sociales qui se manifestent aussi dans nombre des sociétés des mondes arabes.

Si *Mondes arabes* a pour objectif de mettre en œuvre ce projet théorique et de porter cette ambition de renouvellement des perspectives, elle trouve également son élan dans le constat que depuis 2011, de nouveaux champs, de nouvelles thématiques enrichissent les recherches sur et à partir de cette région du monde. Cette dernière est en effet coutumière de mouvements de balanciers : après les recherches sur les théories de la modernisation et de la dépendance après les indépendances, c'est sur l'islam politique que se sont focalisés les regards aux tournants des années 1980 et 1990, avant que les années 2000 prennent au sérieux et cherchent à comprendre les équilibres autoritaires et leur reproduction. À partir des soulèvements populaires de 2011 et au-delà, c'est un nouveau cycle de travaux scientifiques qui a été inauguré avec la part belle donnée à l'analyse des mouvements sociaux et des contestations. Ce cycle a été porté par de nouveaux arrivants dans le champ autant qu'il a rencontré et suscité l'attention de nouveaux publics, ici comme là-bas. La redynamisation – momentanée et toujours précaire – de certains départements de sciences sociales de l'autre côté de la Méditerranée, qui se traduit par un regain d'intérêt et de possibilité pour les enquêtes de terrain aussi bien parmi les formateurs que les étudiants, a offert un moment de production des connaissances à partir de la région, auquel nous voulons donner la visibilité et le rayonnement qu'il mérite.

Les phénomènes révolutionnaires et partisans, les dynamiques des guerres civiles, les dispositifs de « transition démocratique », de « justice transitionnelle », les recompositions des rapports sociaux de classe, de sexe ou de religion, les modes d'extraversion de l'action publique, les différentes formes de mobilités transnationales... : ces dernières années, les mondes arabes connaissent un foisonnement de nouveaux champs et de nouvelles réalités à investiguer. Notre premier numéro ne cherche évidemment pas à tout couvrir, mais à montrer comment aborder ces nouveaux objets, pertinents pour les sciences sociales du politique, bien au-delà de cette aire culturelle.

## **II. Faire des sciences sociales du politique, dont acte**

Suivant l'adage selon lequel les actes en disent beaucoup plus que les mots, les membres du comité de rédaction ont choisi de construire entièrement le numéro de lancement de la nouvelle formule. Élaboré entièrement en interne, celui-ci est motivé par un double objectif : présenter une équipe et illustrer la ligne directrice de la revue. En cela, ce numéro ne se présente pas sous la forme d'un dossier à proprement parler : par la diversité des objets d'études, des approches et des positionnements théoriques et méthodologiques des articles qu'il contient, il est une ébauche autant que la matrice des numéros à suivre. En donnant à lire des articles à propos de réalités sociales et politiques diverses, il n'épuise bien entendu ni le champ des possibles, ni n'en circonscrit le périmètre. Il espère, par l'exemple avant tout, inciter à partager l'ambition qui est la nôtre et, par cette introduction, donner quelques indications concrètes du contenu de la revue en termes de rubricage et de format.

C'est en effet par souci de (dé)monstration que nous avons tenu à nous essayer à cet exercice qui consiste non seulement à écrire des articles mais à le faire à quatre mains et à chaque fois sur des sujets qui sont les spécialités de certains ou qui constituent, pour d'autres, de nouveaux chantiers. Sans constituer un dossier, comme nous venons de le préciser, les articles de ce numéro ne forment pas moins un ensemble que nous avons choisi d'intituler « Faire des sciences sociales du politique ». Cela consiste autant à remettre sur le métier des questionnements classiques des sciences sociales – comme celui des dénouements révolutionnaires –, à plaider pour une prise en compte de nouveaux objets – telles les administrations –, à inciter à observer autrement ce qu'on a (trop) l'habitude de voir – typiquement, le phénomène des constructions illégales dans le cadre de conjonctures critiques –, qu'à faire un état des lieux d'un sous-champ de la recherche sur la région, à savoir les études syriennes, ou à proposer des manières d'analyser les motifs et justifications que se donnent et que formulent les enquêtés. Chacune de ces manières de « faire des sciences sociales du politique » sur la région est empiriquement ancrée et théoriquement en dialogue avec les approches issues d'autres aires culturelles, y compris l'Europe.

Aussi le comité de rédaction a-t-il cherché à mettre en pratique les principes qui l'animent et à encourager la démarche comparatiste qui est la sienne. Rédiger les articles à quatre mains (dont certaines ne font pas partie de ce comité) a été une des manières de le faire en s'appliquant à mettre en contraste au moins deux contextes et à mettre en exergue les dialogues possibles entre eux. C'est donc à la jonction entre leur domaine d'expertise et leur désir de proposer de nouvelles perspectives que les membres du comité de rédaction ont déterminé les sujets et invité des collègues à les rejoindre dans cette aventure éditoriale.

L'article de Chaymaa Hassabo et Choukri Hmed remet en cause la division opérée par la science politique entre les situations révolutionnaires et leurs dénouements, pour proposer un nouveau programme de recherche, se fondant sur des enquêtes de terrain multisituées en Égypte et en Tunisie pendant les premières années qui ont suivi l'éclatement du « printemps arabe ». Il prend frontalement pour objet l'analyse des interactions entre les acteurs des mobilisations et ceux qui sont responsables des transformations institutionnelles, pour mieux saisir la question du transfert du pouvoir d'État.

Yasmine Berriane et Aymon Kreil s'intéressent pour leur part au processus de production des normes, à travers le désir amoureux au Caire (à partir d'une enquête dans une association de conseil) et les droits des femmes au Maroc (en observant un mouvement revendicatif de femmes). Au-delà des oppositions binaires (Orient/Occident, Islam/sécularisme), ils défendent l'intérêt d'analyser les différentes manières dont les acteurs manient des référents en apparence inconciliables pour produire leurs propres schèmes normatifs ou explicatifs sur les rapports de genre.

Matthieu Rey et Manon-Nour Tannous offrent un panorama des *Syrian studies*, à travers ce qu'ils appellent le « *still researching* », expression qui désigne les oscillations – depuis les années 1980 – entre appels à comprendre et coups d'arrêt à l'essor des travaux sur ce pays, oscillations largement dépendantes des impératifs dictés par le régime. Si le moment révolutionnaire de 2011 ne constitue pas directement une césure pour les études syriennes, les chercheuses et chercheurs voient leurs conditions de recherches immédiatement modifiées tout en étant sommés d'expliquer le bouleversement. Après la sidération, thématiques et cartographie de la recherche évoluent alors au gré des opportunités ou des fermetures provoquées par le conflit.

L'article d'Assia Boutaleb et de Laurence Dufresne Aubertin plaide, quant à lui, pour un regain d'intérêt politologique pour les administrations et les rencontres administratives dans les mondes arabes. Explorant deux types d'administrations différentes, l'hôpital public au Maroc

et les services municipaux en charge du logement social en Algérie, les autrices mettent en évidence tout le profit qu'il y a à faire de ces lieux, envisagés dans leur matérialité la plus concrète mais aussi comme espaces d'énonciation de la critique ordinaire, des sites d'observations des rapports au politique et aux États.

Enfin, Amin Allal et Youssef El Chazli, observant toute une série d'actions qui se sont déroulées pendant le moment révolutionnaire, mais qui semblaient *a priori* ne pas relever de la dynamique de mobilisation révolutionnaire, s'interrogent sur les constructions illégales qui explosent dans les quartiers populaires en Égypte et en Tunisie. Quelle place donner à ce type d'actions, massives, coordonnées à une échelle très locale, qui se déploient durant la conjoncture critique des révolutions ? Analysant les transformations effectives dans les rapports de pouvoir entre gouvernants et gouvernés, les auteurs amorcent là un chantier de recherche qu'ils espèrent collectif sur les phénomènes révolutionnaires.

Outre ces premières contributions, propositions méthodologiques et théoriques de recherche, la nouvelle revue fait également – partiellement – peau neuve dans sa structure. À nouvelle formule de revue, nouvelles rubriques ! D'une part, nous avons décidé de reproduire classiquement les rubriques *varia* et dossier afin de publier des articles originaux énonçant des problématiques de sciences sociales du politique et reposant sur des données empiriques. Mais, d'autre part, soucieux de valoriser les travaux empiriquement fondés effectués par des chercheurs du Nord comme du Sud, nous proposons un renouvellement de la revue avec l'ajout de trois nouvelles rubriques : « Entretiens », « Ouvrages, sons, images » et « Terrains & Archives ». Si les deux premières figurent déjà dans ce numéro, la dernière trouvera à n'en pas douter matière à apparaître et à devenir récurrente dans les prochaines éditions.

C'est avec un entretien mené avec l'un des plus grands spécialistes français de la Tunisie et du « syndrome autoritaire », Michel Camau, que nous inaugurons la première rubrique. Elle a plus largement pour vocation de donner la parole à un ou une collègue travaillant sur et/ou depuis les mondes arabes. L'objectif de cette rubrique est double : il s'agit de présenter la trajectoire de recherche, la démarche scientifique et les travaux mais aussi, le cas échéant, de faire connaître des parcours et des résultats de recherche parfois moins connus voire moins accessibles aux chercheuses et chercheurs en France (pour des raisons de langue notamment). Outre des éléments biographiques, l'entretien s'attache à revenir sur les principaux terrains investigués, les résultats les plus saillants, mais vise également à éclairer les contextes de recherche et de travail des pays dans lesquels exercent le ou la collègue interviewé(e).

La rubrique « Ouvrages, Sons, Images » s'attache à rendre compte d'ouvrages parus sur la région, quelles que soient leurs langues de production. Ces comptes rendus peuvent porter de manière privilégiée sur un ouvrage ou consister en des « lectures croisées » pour aborder les traitements différents d'une même thématique, pour faire dialoguer des travaux entre eux, ou encore pour mettre en évidence les débats existants au sein d'un champ d'études aréales. Dans ce numéro, c'est ce dernier cas que nous avons choisi de publier ; la lecture croisée que fait Claire Beaugrand de deux publications porte sur la constitution mais aussi l'avenir des études aréales du Golfe et de la Péninsule arabique, comme sous-champ ayant acquis, en quelque sorte, ses lettres de noblesse lui permettant de se présenter comme autonome et objet d'un discours critique sur lui-même - et ainsi de figurer pleinement dans le périmètre mouvant et expansif de *Mondes arabes* évoqué plus haut dans cette introduction. La rubrique entend également donner à voir des présentations d'exposition, de documentaires et autres supports visuels.

Qu'un mot soit dit enfin de la rubrique qui trouvera sa place dans les prochains numéros. La rubrique « Terrains & Archives » accueillera toute proposition issue de chercheuses et

chercheurs, quelles que soient leurs méthodes d'enquête. Les formats retenus peuvent être variables, extraits de carnet de terrain, entretiens, fragments d'archives, *etc.* qui seront enrichis d'une présentation et d'une brève analyse.

Pour conclure, voici ce qui constitue, selon nous, l'enjeu mais aussi le mantra de cette nouvelle formule : donner envie de faire de la recherche, partager et revendiquer une place centrale dans les sciences sociales du politique à partir de recherches géographiquement situées mais toujours comparatistes, en bref, « aréal, parce que nous le valons bien » !

## **BIBLIOGRAPHIE**

ABU-LUGHOD Lila (1989), "Zones of Theory in the Anthropology of the Arab World", *Annual Review of Anthropology*, vol. 18, p. 267-306

BENNANI-CHRAÏBI Mounia, FILLIEULE Olivier (dir.) (2003), *Résistances et protestations dans les sociétés musulmanes*, Paris, Presses de Sciences Po.

BENSA Alban (2006), *La fin de l'exotisme. Essais d'anthropologie critique*, Toulouse, Anacharsis.

BONNECASE Vincent, BRACHET Julien (2021) « Introduction au thème. Afrique et engagement scientifique : sur le mouvement des lignes », *Politique africaine*, vol.1-2, n° 161-162, p. 5-29.

COULON Christian (1997) « L'exotisme peut-il être banal ? L'expérience de *Politique africaine* », *Politique africaine*, n° 65, p. 77-95

CHAKRABARTY Dipesh (2009) *Provincializing Europe, Postcolonial Thought and Historical Difference*, Princeton University Press, 2009.

GOODY Jack (2006) *Le vol de l'histoire. Comment l'Europe a imposé le récit de son passé au reste du monde*, Paris, Gallimard.

GOUGÈRE Louis (1975) Éditorial, *Maghreb Machrek*, n° 67, 1975.

MARTIN CRIADO Enrique (2008) *Les Deux Algéries de Pierre Bourdieu*, Bellecombes-en-Beauges, Éditions du Croquant.

PEREZ Amín (2022) *Combattre en sociologues Pierre Bourdieu et Abdelmalek Sayad dans une guerre de libération (Algérie, 1958-1964)*, Paris, Editions Agone.

PICARD Elizabeth (dir.) (2006) *La politique dans le monde arabe*, Paris, Armand Colin.

VIGOUR Cécile (2005), *La Comparaison dans les sciences sociales*, Paris, La Découverte.